ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 23 avril 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "déterminant la procédure d'élection des membres du Conseil consultatif de la magistrature et des représentants des magistrats suppléants, des juges consulaires, des juges et conseillers sociaux", a donné le 17 mai 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 april 1999 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de vaststelling van de verkiezingsprocedure van de leden van de Adviesraad van de magistratuur en van de vertegenwoordigers van de plaatsvervangende magistraten, de rechters in handelszaken, de rechters en raadsheren in sociale zaken", heeft op 17 mei 1999 het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Observation générale

A la différence de l'élection des magistrats pour le Conseil supérieur de la Justice (1), la loi du 8 mars 1999 instaurant un Conseil consultatif de la magistrature n'a pas rendu le vote obligatoire.

L'article 3, § 2, de cette loi dispose, en effet, que le vote est secret et que chaque magistrat dispose d'un suffrage.

---

(1) Aux termes de l'article 259bis-2, § 1er, alinéa 2, du Code judiciaire, le vote pour l'élection des magistrats du Conseil supérieur de la Justice est obligatoire et secret.

L’arrêté en projet dont les dispositions sont les mêmes que celles de l’arrêté royal du 15 février 1999 doit en conséquence être adapté sur certains points.

Ainsi, l’article 6, § 1er, alinéa 2, qui prévoit des circonstances justifiant un empêchement légal de participer aux élections doit être omis.

Il en va de même de l’article 19, alinéa 2.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1er

L’intitulé exact de la loi du 8 mars 1999 est "Loi instaurant un Conseil consultatif de la magistrature".

Dispositif

Article 1er

1. En vertu du 2° de l’alinéa 1er, les magistrats visés à l’article 383, § 2, du Code judiciaire sont des électeurs participant à l’élection des membres du Conseil consultatif de la magistrature.

Les magistrats visés à l'article 383, § 2, sont les magistrats qui ont atteint l'âge de la retraite mais qui, à leur demande, sont désignés pour exercer les fonctions de magistrats suppléants jusqu'à l'âge de septante ans.

En vertu de l'article 28, alinéa 2, du texte en projet, les magistrats suppléants visés aux articles 156bis et 207bis, § 2 (1), du Code judiciaire sont électeurs pour désigner les représentants des magistrats suppléants qui font partie de l'assemblée générale du Conseil consultatif de la magistrature avec voix consultative.

---

(1) L'article 156bis est rédigé comme suit :

"Il y a, auprès des Cours d'appel, des cours du travail, des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail, des tribunaux de commerce, des justices de paix et des tribunaux de police, des magistrats suppléants désignés parmi les magistrats admis à la retraite en raison de leur âge conformément à l'article 383, § 1er; ils n'ont pas de fonctions habituelles et sont désignés conformément à l'article 383, § 2, pour remplacer momentanément, selon le cas et chacun pour ce qui le concerne, soit les magistrats effectifs, soit les membres du ministère public lorsqu'ils sont empêchés.

Ces magistrats suppléants peuvent aussi être appelés à siéger dans les cas où l'effectif est insuffisant pour traiter les affaires pendantes".

L'article 207bis, § 2, est rédigé comme suit :

"Les membres des cours d'appel admis à la retraite sont, à leur demande, désignés par les premiers présidents pour exercer la fonction de conseiller suppléant, sous réserve des exceptions reprises dans l'article 383, § 3".

Or, les magistrats visés à l'article 383, § 2, et ceux visés aux articles 156bis et 207bis, § 2, sont les mêmes personnes.

Il en résulte que ces magistrats seront électeurs, à la fois pour les élections "ordinaires" et pour les élections "spéciales" pour les magistrats suppléants.

2. Aux 2° et 4°, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité de faire la distinction entre magistrats assis et membres du ministère public, dès lors, que le terme de magistrat s'applique aux deux catégories (1).

3. A l'alinéa 2, il ressort des explications de la fonctionnaire déléguée ainsi que du texte néerlandais que l'expression "jours civils" n'est pas correcte. En réalité, sont visés tous les jours du calendrier, y compris les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 2

Cet article trouverait mieux sa place sous le chapitre III "Des candidats".

---

(1) Voir l'article 3, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 8 mars 1999 instaurant un Conseil consultatif de la magistrature qui dispose de manière générale que les membres du Conseil consultatif sont élus directement par et parmi les magistrats de carrière effectifs du rôle linguistique correspondant.

Article 3

1. A l'alinéa 2, il y a lieu de faire disparaître les crochets.

2. A l'alinéa 3, il est suggéré d'écrire : "Dans les cinq jours de l'expiration du délai de consultation, ...".

Article 4

1. Plusieurs dispositions du projet énoncent que les décisions du bureau du Conseil consultatif sont prises par "majorité simple des voix; en cas de parité des suffrages, la voix du président du Conseil consultatif est prépondérante".

Une telle règle est cependant déjà consacrée à l'article 4, § 5, de la loi du 8 mars 1999, précitée.

En conséquence, les articles 4, alinéa 2, 8, alinéa 4, et 11, alinéa 4, du projet n'ont pas à paraphraser cette disposition légale.

2. A l'alinéa 1er, il est suggéré d'écrire la deuxième phrase comme suit : "Un dossier est constitué pour chaque réclamation".

Afin d’assurer une meilleure concordance avec le texte français, il est proposé de présenter le texte néerlandais ainsi qu’il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5

A l’alinéa 2, il y a lieu d’écrire, in fine, "jusqu’au jour de l’élection".

La même observation vaut pour les articles 9, § 1er, alinéa 3 et 10, alinéa 1er.

Article 6

1. En ce qui concerne le paragraphe 1er, alinéa 2, il est renvoyé à l’observation générale.

2. Conformément à l’article 405 du Code judiciaire, il y a lieu de remplacer les mots "sont démis de leur fonction" par les mots "sont destitués ou révoqués".

Il y a lieu de mentionner également les magistrats qui, dans la même période, ont été détachés.

En effet, il résulte de l’article 1er, 2˚, que seuls sont électeurs les magistrats "en service actif en leur qualité de magistrats".

Il convient de préciser que la radiation de la liste est effectuée par le bureau du Conseil consultatif et que l'information donnée par le chef de corps compétent est celle du fait donnant lieu à radiation.

Les mêmes observations valent pour l'article 31.

3. Dans le texte français, le dernier alinéa doit être précédé de la mention "§ 2".

Article 7

Il est proposé d'écrire :

"Sous peine d'irrecevabilité, le candidat indique le Collège électoral dans lequel il se présente. Il y ajoute les pièces suivantes :

1° ...

2° ...".

Article 8

1. A l'alinéa 1er, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité de la référence à l'article 2 de la loi du 8 mars 1999, précitée.

L’on écrira : "... le bureau du Conseil consultatif en examine la recevabilité au regard de l’article 3 de la loi du 8 mars 1999 instaurant un Conseil consultatif de la magistrature et de l’article 7 du présent arrêté.".

2. A l’alinéa 1er, in fine, mieux vaut utiliser le mot "fonction".

La même observation vaut pour l’article 11, alinéa 3.

3. A l’alinéa 2, il est suggéré d’écrire : "... le Conseil consultatif informe les candidats retenus en leur envoyant, par simple lettre, la liste provisoire des candidats. Les candidats non retenus sont informés par lettre recommandée à la poste. La décision motivée est accompagnée de la liste provisoire des candidats".

Article 9

1. Dans la phrase liminaire du paragraphe 1er, alinéa 1er, le mot "provisoires" doit être supprimé.

Il en va de même pour l’alinéa 2.

2. Au paragraphe 1er, alinéa 3, l’on écrira : "... affichée au greffe civil du tribunal de première instance.".

3. La portée exacte du paragraphe 2 n'apparaît pas clairement. Il convient d'indiquer précisément ce qu'il advient, lorsqu'à un stade quelconque de la procédure, un candidat qui change de fonction, est destitué ou révoqué, démissionne ou est détaché.

Comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, le fait que des modifications interviennent après le vingt et unième jour avant le vote dans les fonctions exercées par le candidat aura pour conséquence que celui-ci, s'il est élu verra son mandat prendre fin d'office.

En effet, l'article 3, § 4, de la loi du 8 mars 1999 précitée, dispose qu'il est d'office mis fin au mandat au sein du Conseil consultatif lorsqu'un membre ne dispose plus de la qualité sur la base de laquelle il a été élu au sein du Conseil consultatif.

Article 10

1. Dans son avis n° L. 28.738/2, donné le 26 janvier 1999, la section de législation du Conseil d'Etat a fait observer à propos de l'alinéa 1er en projet que, eu égard à l'article 404 du Code judiciaire, les magistrats se doivent d'avoir une conduite compatible avec la dignité de leur fonction, sous peine d'encourir des sanctions disciplinaires.

En conséquence, il y a lieu d'omettre les mots "par tous les moyens" et de préciser que les magistrats présentent leur candidature en adoptant un comportement compatible avec la dignité de leur fonction.

2. Le texte tel qu'il est rédigé ne fait pas apparaître clairement ce qu'il faut entendre par les mots "par ressort".

3. A l'alinéa 4, l'on écrira : "Les initiatives prises en application du présent article ...".

Article 11

L'alinéa 1er doit renvoyer aux annexes 1 et 2.

Article 12

Il est suffisant d'écrire : "... le président du Conseil consultatif transmet aux présidents des bureaux de vote visés aux articles 16 et 35, sous plis ...".

Article 13

A l'alinéa 2, l'on écrira : "... les personnes mentionnées sur la liste définitive des électeurs".

Article 14

L'annexe à laquelle renvoie l'alinéa 2 est en réalité l'annexe 3.

Article 15

A l'alinéa 2, deuxième phrase, mieux vaut écrire : "Le président du tribunal de première instance veille à ce que le lieu de l'élection soit clairement indiqué, la salle aménagée de manière à préserver le secret des votes et les urnes installées.".

Article 16

Au dernier alinéa, il y a lieu d'écrire : "... dont les modèles sont établis aux annexes 4 et 5.".

Article 17

1. Au paragraphe 2, alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "La demande de procuration est introduite ... Seul un électeur du même collège électoral peut être désigné comme mandataire.".

2. Dans le texte français, l'alinéa 4 du paragraphe 2 doit être précédé de la mention "§ 3".

3. Au paragraphe 2, alinéa 4 (qui devient le paragraphe 3, alinéa 1er), il est proposé d'écrire : "... et, le cas échéant, de la procuration".

Article 18

1. A l'alinéa 2 l'on écrira : "... ou s'il se trompe ...".

2. Les alinéas 2 et 3 doivent être fusionnés.

Article 19

En ce qui concerne l'alinéa 2, il est fait référence à l'observation générale.

Article 20

1. Le texte français de l'alinéa 3 en projet n'est pas en concordance avec le texte néerlandais qui précise que les témoins auprès des bureaux de dépouillement ne peuvent être des candidats au Conseil consultatif.

Il convient d'harmoniser les deux textes.

2. A l'alinéa 2, deuxième phrase, le mot "étant" est inutile et doit être omis.

Article 21

La référence à l'article 3, § 2, de la loi du 8 mars 1999, précitée, ne permet pas de déterminer clairement si un bulletin, pour être valable, doit obligatoirement contenir un vote pour un candidat effectif et un vote pour un candidat suppléant comme semble l'exiger l'article 18, alinéa 1er du texte en projet.

La même observation vaut pour l'article 36.

Article 22

Il est préférable d'écrire : "Le nombre total des bulletins valables, celui des bulletins blancs et nuls ainsi que le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat sont indiqués dans le procès-verbal dont le modèle est établi à l'annexe 6.

Tous les bulletins, classés conformément à l'alinéa 1er, sont placés dans des enveloppes distinctes, fermées et scellées.".

Article 23

A l'alinéa 1er, l'on écrira : "... est dressé séance tenante et signé par les membres du bureau de dépouillement et les témoins".

Article 25

1. A l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire : "... et à l'aide des procès-verbaux des opérations des bureaux de dépouillement, ...".

2. Outre le décès et la démission d'un candidat, il y a lieu de viser également la destitution, la révocation et le détachement du candidat.

Qu'en est-il si le candidat change de fonction (1)?

Article 27

Mieux vaut écrire : "magistrats suppléants" et non "magistrats remplaçants".

Article 28

1. Il y a lieu d'écrire :

"Sont électeurs pour ce collège électoral :

1° les juges de paix suppléants et les juges suppléants près le tribunal de police;

---

(1) Voir le point 3 de l'observation relative à l'article 9.

2° les juges, juges consulaires et juges sociaux suppléants près le tribunal de première instance, le tribunal du travail et le tribunal de commerce;

3° les conseillers et les conseillers sociaux suppléants près la cour d'appel et la cour du travail

qui, au moment de l'appel, ont prêté serment comme magistrat suppléant, dont le mandat n'a pas encore expiré, et n'ont pas encore été admis à la retraite.".

2. Au surplus, il est renvoyé à l'observation faite sous l'article 1er.

Article 29

A l'alinéa 2, l'on écrira : "..., dont le mandat n'a pas encore expiré et n'ont pas encore été admis à la retraite".

La même observation vaut pour l'article 30, alinéa 2.

Article 31

Il y a lieu d'écrire : "... excepté les juges et conseillers suppléants visés aux articles ...".

Il est, par ailleurs, renvoyé aux observations faites sous les articles 1er et 6.

Article 32

Il serait plus précis de viser l'article 3, § 5, de la loi du 8 mars 1999, précitée.

Article 34

Dans la deuxième phrase en projet, il y a lieu de préciser qu'il s'agit de "quarante-cinq jours".

Article 36

Il y a lieu d'écrire : "... sur lesquels le vote n'a pas été exprimé conformément à l'article 3, § 5, de la loi du 8 mars 1999 précitée, et à l'article 21, alinéa 1er, 1° et 3°, du présent arrêté.".

Article 37

La référence à l'article 3, § 5, est inutile et doit être omise.

Article 39

Au 5°, il y a lieu de préciser qu'il s'agit de la Direction générale de l'Organisation judiciaire du ministère de la Justice.

Observations finales de légistique

1. Lorsqu'il est fait référence à un alinéa, mieux vaut indiquer le numéro de cet alinéa plutôt que de viser "l'alinéa précédent" ou "le dernier alinéa".

2. L'obligation se marque par l'indicatif présent et non par le verbe devoir (1) ou par le futur simple (2).

3. Pour marquer une suite de propositions ou une énumération, il y a lieu d'utiliser les subdivisions 1°, 2°, 3°, ... elles-mêmes éventuellement subdivisées en a), b), c),... et non des tirets (3).

---

(1) Voir, notamment, article 1er, alinéa 1er, 6°, article 2, alinéa 2, article 3, alinéa 4, article 17, § 2, alinéa 2.

(2) Voir article 10, alinéa 2.

(3) Voir, par exemple, article 1er, alinéa 1er, 2°, article 5, article 7, article 9, § 1er, alinéa 1er, article 11, article 21, alinéa 1er, article 28, alinéa 2, article 33, article 39.

4. Lorsqu'il est fait référence à une disposition du texte en projet, il n'y a pas lieu, en général, de préciser qu'il s'agit "de cet arrêté" ou "du présent arrêté" (1). Cette dernière expression peut cependant être conservée lorsqu'il est fait référence à plusieurs textes (2).

5. Il convient d'écrire les chiffres en toutes lettres (3).

Annexes

Dans l'intitulé des annexes 1 et 2, il convient de remplacer les mots "Modèle de billet de vote ..." par les mots "Modèle de bulletin de vote ...".

---

(1) Voir article 12.

(2) Voir, par exemple, article 8.

(3) Voir, par exemple, article 2, article 7, alinéa 1er, article 11, alinéa 3.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Algemene opmerking

In tegenstelling met wat het geval is bij de verkiezing van de magistraten voor de Hoge Raad voor de Justitie (1), bepaalt de wet van 8 maart 1999 tot instelling van een Adviesraad van de magistratuur niet dat de stemming verplicht is.

---

(1) Luidens artikel 259bis-2, § 1, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek is de stemming voor de verkiezing van de magistraten van de Hoge Raad voor de Justitie verplicht en geheim.

Artikel 3, § 2, van die wet bepaalt immers dat de stemming geheim is en dat elke magistraat over één stem beschikt.

Het ontworpen besluit, dat dezelfde bepalingen bevat als het koninklijk besluit van 15 februari 1999, moet bijgevolg op bepaalde punten worden aangepast.

Zo moet artikel 6, § 1, tweede lid, dat bepaalt wanneer kiezers een wettige reden hebben om niet aan de verkiezingen deel te nemen, vervallen.

Dat geldt ook voor artikel 19, tweede lid.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

Het juiste opschrift van de wet van 8 maart 1999 luidt : "Wet tot instelling van een Adviesraad van de magistratuur".

Dispositief

Artikel 1

1. Krachtens het eerste lid, 2°, zijn de magistraten bedoeld in artikel 383, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek kiezers die deelnemen aan de verkiezing van de leden van de Adviesraad van de magistratuur.

De magistraten bedoeld in artikel 383, § 2, zijn magistraten die de pensioengerechtigde leeftijd hebben bereikt, maar die op eigen verzoek aangewezen worden om het ambt van plaatsvervangend magistraat uit te oefenen tot zij de leeftijd van 70 jaar hebben bereikt.

Krachtens artikel 28, tweede lid, van het ontworpen besluit zijn de plaatsvervangende magistraten bedoeld in de artikelen 156bis en 207bis, § 2, (1) van het Gerechtelijk Wetboek kiezer voor de aanwijzing van de vertegenwoordigers van de plaatsvervangende magistraten met raadgevende stem in de algemene vergadering van de Adviesraad van de magistratuur.

---

(1) Artikel 156bis luidt aldus :

"Er zijn, in de Hoven van beroep, de Arbeidshoven, de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken, de rechtbanken van koophandel, de vredegerechten en de politierechtbanken, plaatsvervangende magistraten, aangewezen uit de wegens hun leeftijd op rust gestelde magistraten, overeenkomstig artikel 383, § 1; zij hebben geen gewone bezigheden en worden benoemd overeenkomstig artikel 383, § 2, om verhinderde magistraten of leden van het openbaar ministerie tijdelijk, naargelang van het geval en ieder wat hem betreft, te vervangen.

Deze plaatsvervangende magistraten kunnen ook geroepen worden om zitting te nemen wanneer de bezetting niet volstaat om de hangende zaken te behandelen".

Artikel 207bis, § 2, luidt aldus :

"De in rust gestelde leden van de hoven van beroep worden op hun verzoek door de eerste voorzitters van de hoven van beroep aangewezen om het ambt van plaatsvervangend raadsheer uit te oefenen, onverminderd de uitzonderingen bepaald in artikel 383, § 3".

De magistraten bedoeld in artikel 383, § 2, en de magistraten bedoeld in de artikelen 156bis en 207bis, § 2, zijn evenwel dezelfde personen.

Bijgevolg zullen die magistraten zowel bij de "gewone" verkiezingen als bij de "bijzondere" verkiezingen van de plaatsvervangende magistraten kiezer zijn.

2. Wat 2° en 4° betreft, is het de Raad van State niet duidelijk waarom een onderscheid wordt gemaakt tussen de leden van de zittende magistratuur en de leden van het openbaar ministerie, aangezien de term "magistraat" voor de beide categorieën geldt (1).

3. Wat het tweede lid betreft, blijkt uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar en uit de Nederlandse tekst dat de uitdrukking "jours civils" niet correct is. In werkelijkheid gaat het om alle kalenderdagen, met inbegrip van zaterdagen, zon- en feestdagen.

Artikel 2

Dit artikel hoort veeleer thuis in hoofdstuk III "Kandidaten".

---

(1) Zie artikel 3, § 1, eerste lid, van de wet van 8 maart 1999 tot instelling van een Adviesraad van de magistratuur dat algemeen bepaalt dat de leden van de Adviesraad rechtstreeks gekozen worden door en uit de magistraten in actieve dienst van de overeenkomstige taalrol.

Artikel 3

1. In het tweede lid behoren de haakjes te worden weggelaten.

2. Wat het derde lid betreft, wordt voorgesteld te schrijven : "Binnen vijf dagen na het verstrijken van de inzagetermijn ...".

Artikel 4

1. In verscheidene bepalingen van het ontwerp staat dat de beslissingen van het bureau van de Adviesraad bij gewone meerderheid van stemmen worden genomen en dat de stem van de voorzitter van de Adviesraad bij staking van stemmen doorslaggevend is.

Zodanige regel is echter al vervat in artikel 4, § 5, van de voornoemde wet van 8 maart 1999.

Bijgevolg hoort die wetsbepaling niet te worden geparafraseerd in artikel 4, tweede lid, artikel 8, vierde lid, en artikel 11, vierde lid, van het ontwerp.

2. Wat het eerste lid betreft, wordt voorgesteld om de tweede zin van de Franse tekst als volgt te stellen : "Un dossier est constitué pour chaque réclamation".

Ter wille van de overeenstemming met de Franse tekst, zou het beter zijn de Nederlandse tekst als volgt in te richten :

"De bezwaren worden ... register. Voor ieder bezwaar ... aangelegd. De stukken die daarin worden neergelegd worden genummerd en geparafeerd door de voorzitter van de Adviesraad en met hun volgnummer ingeschreven op de bij ieder dossier gevoegde inventaris".

Artikel 5

In fine van het tweede lid behoort te worden geschreven : "tot op de dag van de verkiezingen".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 9, § 1, derde lid, en voor artikel 10, eerste lid.

Artikel 6

1. Wat paragraaf 1, tweede lid, betreft, wordt verwezen naar de algemene opmerking.

2. Overeenkomstig artikel 405 van het Gerechtelijk Wetboek moeten de woorden "uit hun ambt worden ontslagen" vervangen worden door de woorden "uit het ambt worden ontzet of worden afgezet".

Ook de magistraten die tijdens dezelfde periode gedetacheerd zijn, moeten worden vermeld.

Uit artikel 1, 2°, blijkt immers dat alleen magistraten die in actieve dienst zijn in hun hoedanigheid van magistraat, kiezer zijn.

Op te merken valt dat het schrappen van kiezers op de lijst geschiedt door het bureau van de Adviesraad en dat de informatie die de bevoegde korpschef verstrekt, betrekking heeft op het feit dat tot het schrappen aanleiding heeft.

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 31.

3. In de Franse tekst moet het laatste lid worden voorafgegaan door de vermelding "§ 2".

Artikel 7

Voorgesteld wordt te schrijven :

"De kandidaat geeft aan voor welk kiescollege hij zich kandidaat stelt, zo niet is zijn kandidatuur niet-ontvankelijk. Hij voegt er de volgende stukken aan toe :

1° een uittreksel uit de geboorteakte;

2° ...".

Artikel 8

1. Wat het eerste lid betreft, is het de Raad van State niet duidelijk waarom naar artikel 2 van de voormelde wet van 8 maart 1999 wordt verwezen.

Men schrijve : "... onderzoekt het bureau van de Adviesraad de ontvankelijkheid van de kandidaturen in het licht van artikel 3 van de wet van 8 maart 1999 tot instelling van een Adviesraad van de magistratuur en in het licht van artikel 7 van dit besluit.".

2. Aan het einde van het eerste lid kan beter met het woord "ambt" worden gewerkt.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 11, derde lid.

3. Voorgesteld wordt het tweede lid als volgt te stellen : "... deelt de Adviesraad de in aanmerking genomen kandidaten bij gewone brief de voorlopige kandidatenlijst mee. De niet in aanmerking genomen kandidaten worden bij een ter post aangetekende brief op de hoogte gebracht. Bij de gemotiveerde beslissing wordt de voorlopige kandidatenlijst gevoegd".

Artikel 9

1. In de inleidende zin van paragraaf 1, eerste lid, moet het woord "voorlopige" vervallen.

Dat geldt ook voor het tweede lid.

2. In paragraaf 1, derde lid, schrijve men : "... wordt de kandidatenlijst in elke stemafdeling uitgehangen ter burgerlijke griffie van de rechtbank van eerste aanleg.".

3. Het is niet duidelijk wat in paragraaf 2 precies bedoeld wordt. Er moet nauwkeurig worden vermeld wat er geschiedt als een kandidaat, in een of andere fase van de procedure, een ander ambt krijgt, uit zijn ambt wordt ontzet, wordt afgezet, ontslag neemt of gedetacheerd wordt.

De gemachtigde ambtenaar is het erover eens dat, als er na de éénentwintigste dag vóór de stemming wijzigingen zijn in het ambt dat de kandidaat uitoefent, zulks tot gevolg zal hebben dat het mandaat van die kandidaat, als hij wordt gekozen, van rechtswege wordt beëindigd.

Artikel 3, § 4, van de voormelde wet van 8 maart 1999 bepaalt immers dat er van rechtswege een einde gemaakt wordt aan het mandaat in de Adviesraad wanneer een lid zijn hoedanigheid verliest op basis waarvan hij gekozen is voor de Adviesraad.

Artikel 10

1. In advies L. 28.738/2 d.d. 26 januari 1999 heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State in verband met het eerste ontworpen lid opgemerkt dat gelet op artikel 404 van het Gerechtelijk Wetboek, de magistraten, als zij geen tuchtstraf willen oplopen, door hun gedrag geen afbreuk mogen doen aan de waardigheid van hun ambt.

Bijgevolg moeten de woorden "met alle middelen" vervallen en moet worden verduidelijkt dat de magistraten die zich kandidaat stellen een gedrag moeten vertonen dat verenigbaar is met de waardigheid van hun ambt.

2. Uit de redactie van deze bepaling blijkt niet duidelijk wat onder de woorden "per rechtsgebied" wordt verstaan.

3. In het vierde lid schrijve men : "De initiatieven genomen met toepassing van dit artikel ...".

Artikel 11

In het eerste lid moet verwezen worden naar bijlage 1 en 2.

Artikel 12

Men schrijve : "Uiterlijk de vijfde werkdag voor de stemming bezorgt de voorzitter van de Adviesraad ... in verzegelde omslag aan de voorzitters van de stembureaus bedoeld in de artikelen 16 en 35. Op de omslag ...".

Artikel 13

In het tweede lid schrijve men : "... de personen die ingeschreven zijn op de definitieve kiezerslijst".

Artikel 14

De bijlage waarnaar in het tweede lid wordt verwezen is eigenlijk bijlage 3.

Artikel 15

Het zou beter zijn het tweede lid, tweede en derde zin, als volgt te stellen : "De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg zorgt ervoor dat de weg naar het kies-lokaal ... en de stembussen geplaatst worden. Hij kan daartoe een beroep doen op de gemeente die ...".

Artikel 16

In het laatste lid schrijve men : "... waarvan de modellen vastgesteld zijn in bijlage 4 en 5.".

Artikel 17

1. In paragraaf 2, tweede lid, schrijve men : "De aanvraag om volmacht wordt uiterlijk de vijftiende dag voor de stemming bij de voorzitter van de Adviesraad ingediend. Als gemachtigde kan alleen een andere kiezer van hetzelfde kiescollege worden aangewezen.".

2. In de Franse tekst behoort het vierde lid van paragraaf 2 te worden voorafgegaan door de vermelding "§ 3".

3. In paragraaf 3, eerste lid wordt voorgesteld te schrijven : "... en desgevallend de volmacht".

Artikel 18

1. In het tweede lid schrijve men in de Franse tekst : "... ou s'il se trompe ...".

2. Het tweede en derde lid moeten worden samengevoegd.

Artikel 19

Wat het tweede lid betreft, wordt verwezen naar de algemene opmerking.

Artikel 20

1. De Franse tekst van het ontworpen derde lid stemt niet overeen met de Nederlandse tekst, waarin gepreciseerd wordt dat de getuigen bij de stemopnemingsbureaus geen kandidaat mogen zijn voor de Adviesraad.

De twee teksten dienen met mekaar in overeenstemming te worden gebracht.

2. In het tweede lid, tweede zin, schrijve men "zijn aangewezen" in plaats van "worden aangeduid".

Artikel 21

Met de verwijzing naar artikel 3, § 2, van de genoemde wet van 8 maart 1999 wordt niet duidelijk aangegeven of een stembiljet, om geldig te zijn, verplicht een stem voor een kandidaat-lid en een stem voor een kandidaat-plaatsvervanger moet bevatten, zoals artikel 18, eerste lid, van het ontworpen besluit lijkt voor te schrijven.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 36.

Artikel 22

Het is verkieslijk te schrijven : "Het totale aantal geldige stembiljetten, het totale aantal blanco en

ongeldige stembiljetten en het aantal stemmen dat iedere kandidaat heeft behaald, worden vermeld in het proces-verbaal waarvan het model is vastgesteld in bijlage 6.

Alle stembiljetten, die ingedeeld zijn overeenkomstig het eerste lid, worden in afzonderlijke omslagen gestoken, die gesloten en verzegeld worden.".

Artikel 23

In het eerste lid schrijve men : "... opgemaakt, dat door de leden van het stemopnemingsbureau en de getuigen ondertekend wordt".

Artikel 25

1. In het eerste lid schrijve men : "... om aan de hand van de processen-verbaal van de verrichtingen van de stemopnemingsbureaus, ...".

2. Naast het overlijden en het ontslag van een kandidaat, dienen ook de ontzetting uit het ambt, de afzetting en de detachering van de kandidaat te worden vermeld.

Hoe zit het met de kandidaat die van betrekking verandert (1) ?

---

(1) Zie punt 3 van de opmerking betreffende artikel 9.

Artikel 27

Het zou beter zijn in de Franse tekst te schrijven "magistrats suppléants" en niet "magistrats remplaçants".

Artikel 28

1. Men schrijve :

"Kiezer voor dit kiescollege zijn :

1° de plaatsvervangende vrederechters en de plaatsvervangende rechters bij de politierechtbank;

2° de plaatsvervangende rechters, rechters in handelszaken en rechters in sociale zaken bij de rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel;

3° de plaatsvervangende raadsheren en raadsheren in sociale zaken bij het hof van beroep en het arbeidshof, die, op het tijdstip van de oproep, de eed hebben afgelegd als plaatsvervangende magistraat, wier mandaat nog niet is verstreken en die nog niet gepensioneerd zijn.

Voor de twee plaatsen ... Adviesraad, kunnen zich kandidaat stellen de plaatsvervangende magistraten ... in het vorige lid.".

2. Bovendien wordt verwezen naar de opmerking gemaakt bij artikel 1.

.../...

Artikel 29

In het tweede lid en het derde lid schrijve men : "Kiezer voor dit kiescollege zijn de rechters ... de eed als rechter in handelszaken hebben afgelegd, wier mandaat nog niet verstreken is en die nog niet gepensioneerd zijn.

Voor de twee plaatsen ... Adviesraad, kunnen zich kandidaat stellen de rechters ... in het vorige lid.".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 30, tweede lid en, mutatis mutandis, voor het derde lid.

Artikel 31

Men schrijve : "... met uitzondering van de plaatsvervangende rechters en raadsheren bedoeld in de artikelen ...".

Bovendien wordt verwezen naar de opmerkingen gemaakt bij de artikelen 1 en 6.

Artikel 32

Het zou nauwkeuriger zijn te verwijzen naar artikel 3, § 5, van de genoemde wet van 8 maart 1999.

Artikel 34

In de ontworpen tweede zin behoort in de Franse tekst te worden gepreciseerd dat het gaat om "quarante-cinq jours".

Artikel 36

Men schrijve : "... waarop niet is gestemd zoals bepaald in artikel 3, § 5, van de genoemde wet van 8 maart 1999, en in artikel 21, eerste lid, 1° en 3°, van dit besluit.".

Artikel 37

De verwijzing naar artikel 3, § 5, moet als overbodig vervallen.

Artikel 39

In onderdeel 5° behoort te worden gepreciseerd dat het gaat om het Directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie van het Ministerie van Justitie.

Wetgevingstechnische slotopmerkingen

1. Wanneer verwezen wordt naar een bepaald lid, is het beter aan te geven om het hoeveelste lid het gaat, dan te verwijzen naar "het vorige lid" of "het laatste lid".

2. Een verplichting wordt aangegeven met de tegenwoordige tijd van de aantonende wijs en niet met het werkwoord moeten (1) of met de toekomende tijd (2).

3. Om een reeks opeenvolgende zinnen of een opsomming weer te geven, dient gebruik gemaakt te worden van een indeling in 1°, 2°, 3°, ... die op zich eventueel een onderverdeling in a), b), c), ... bevat, en niet van streepjes (3).

4. Wanneer verwezen wordt naar een bepaling van de ontworpen regeling, hoeft meestal niet gepreciseerd te worden dat het gaat om een bepaling "van dit besluit" (4).

---

(1) Zie onder meer artikel 1, eerste lid, 6°, artikel 2, tweede lid, artikel 3, vierde lid, artikel 17, § 2, tweede lid.

(2) Zie artikel 10, tweede lid.

(3) Zie bijvoorbeeld artikel 1, eerste lid, 2°, artikel 5, artikel 7, artikel 9, § 1, eerste lid, artikel 11, artikel 21, eerste lid, artikel 28, tweede lid, artikel 33, artikel 39.

(4) Zie artikel 12.

Die precisering kan echter wel behouden blijven wanneer naar verscheidene teksten wordt verwezen (1).

5. Cijfers moeten voluit worden geschreven (2).

Bijlagen

In het Franse opschrift van de bijlagen 1 en 2, dienen de woorden "Modèle de billet de vote ..." vervangen te worden door de woorden "Modèle de bulletin de vote ...".

---

(1) Zie bijvoorbeeld artikel 8.

(2) Zie bijvoorbeeld artikel 11, derde lid.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	Y. KREINS,	conseiller d'Etat, président, staatsraad, voorzitter,
	P. LIENARDY, P. QUERTAINMONT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	F. DELPEREE, P. GOTHOT,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. A. LEFEBVRE, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. A. LEFEBVRE, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS